

Décision n° 2011-0038
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 13 janvier 2011
attribuant des ressources en numérotation à
la société BJT Partners
(numéros géographiques)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L. 36-7 et L. 44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société BJT Partners (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 07-1693 en date du 20 juillet 2007) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu la demande de la société BJT Partners, en date du 22 décembre 2010, reçue le 24 décembre 2010, sollicitant l'attribution de 30 000 numéros géographiques ;

Après en avoir délibéré le 13 janvier 2011 ;

.../...

Décide :

Article 1 – Les numéros de la forme indiquée ci-dessous :

| Numéros de la forme | Zone de numérotation élémentaire |
|---------------------|----------------------------------|
| 01 84 10 MC DU | Paris |
| 04 28 10 MC DU | Lyon |
| 04 84 50 MC DU | Marseille |

sont attribués, jusqu'au 13 janvier 2031, à la société BJT Partners (Siren : 480 234 210) pour la fourniture du service téléphonique au public dans les zones de numérotation élémentaires correspondantes.

Article 2 - La société BJT Partners acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L. 44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société BJT Partners adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société BJT Partners.

Fait à Paris, le 13 janvier 2011

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI